

SNCF, hôpital, école, Ehpad, retraites...

Tous ensemble !

Défendons les services publics et la sécurité sociale

15 mars 2018

Les masques tombent et les intentions de Macron-Philippe se précisent : **pour « rassurer » leur amie, la « bonne » finance, ils veulent privatiser graduellement nos services publics et notre protection sociale.** Pourtant, si la France reste une destination de choix pour les investisseurs étrangers, c'est avant tout parce qu'on y trouve encore une force de travail productive disposant d'un bon système d'éducation, d'un système de santé performant et d'infrastructures de qualité. Entamer cette casse sociale est donc non seulement **source d'inhumanité** envers les laissés-pour-compte, mais **preuve d'incompétence en science économique.**

A cela s'ajoute le fait qu'il s'agit d'une **politique anticonstitutionnelle.** Le préambule de notre Constitution de 1946 ne précise-t-il pas l'obligation de « *garantir à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.* » (Art. 11) Jusqu'ici, au cœur de notre système de protection sociale, **la solidarité** qui permet à chacun de « *contribuer selon ses moyens tout en recevant selon ses besoins* ». Or, cela ne sera plus le cas demain si l'on applique le programme Macron. Et ceci, alors que **pour la majorité**

de la population mondiale, la sécurité sociale « à la française » demeure un espoir, sinon un rêve.

En 2013, Jacques Cheminade avait explicitement mis en garde Emmanuel Macron contre les préconisations d'une note confidentielle de la banque d'affaires J.P.Morgan, datée du 28 mai 2013, qui regrettait que « *les constitutions (...) mises en places dans la foulée de la chute du fascisme, contiennent des caractéristiques qui apparaissent incompatibles avec une intégration plus poussée dans la région [la zone euro]* ». Cette intégration accrue, dont nous parle Macron, dans une UE devenue simple relais des marchés financiers, est à l'opposé même de la vraie Europe qu'il faut refonder d'urgence, celle des citoyens, des nations et des projets.

En vérité ce gouvernement nous propose **un marché parfaitement abject.** Les mesures, nous dit-il, « ne seront pas pour vous » mais pour « les autres » - ceux qui nous suivront. Ainsi, si nous acceptons de trahir les générations futures, c'est-à-dire nos enfants

et petits-enfants, eh bien, en échange, il nous laissera quelques miettes pour que nous puissions tranquillement finir nos jours.

Alors, prêt à trahir ou à rejoindre le combat ?
Pour prendre connaissance de nos propositions détaillées, rendez-vous sur notre site.



Ne pas jeter sur la voie publique svp